

151

REVUE D'ECONOMIE FINANCIERE

REVUE TRIMESTRIELLE
DE L'ASSOCIATION EUROPE
FINANCES RÉGULATIONS N° 151
3^e TRIMESTRE 2023

LE FINANCEMENT DES BIENS PUBLICS MONDIAUX

Biens publics mondiaux ou communs universels :
un concept adapté aux défis actuels

La problématique de la gouvernance des biens publics mondiaux
au cœur de celle de leur financement

Diversité des approches de financement des biens publics mondiaux

Le climat, les océans, la stabilité financière :
trois biens publics mondiaux « purs »,
trois approches de gouvernance et de financement

• **Chronique d'histoire financière**

*Une brève histoire de la comptabilité
écologique*

• **Finance et littérature**

*Balzac et la tragédie
des enclosures*

• **Articles divers**

*Effets des infrastructures sur la réduction
de la pauvreté dans la Communauté économique
et monétaire de l'Afrique centrale*

ASSOCIATION EUROPE-FINANCES-RÉGULATIONS

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, déclarée le 11 septembre 2008 (J.O. du 11 octobre 2008)

Siège social : 28 place de la Bourse, 75002 Paris

MEMBRES

Membres : Agence française de développement, Akeance Consulting, Amundi, Autorité des marchés financiers, Autorité des normes comptables, Autorité marocaine du marché des capitaux, Axa, Banque de France - ACPR, Banque Delubac & Cie, Banque européenne d'investissement, BlackRock France, BNP Paribas, Bredin Prat, Caisse des dépôts et consignations, CCR, Citadel asset management, Citigroup, CNP Assurances, Covéa, Crédit mutuel alliance fédérale, Crédit mutuel Arkea, Direction générale du Trésor, EDF, Engie, Euroclear, Euronext, Gide Loyrette Nouel, Goldman Sachs Paris, HSBC, KPMG, Kramer Levin, La Banque Postale, Linklaters LLP, Mazars, Moody's, Morgan Stanley, Natixis-BPCE, Paris Europlace, Scor, Société Générale, Sopra Steria Next, Viel & Cie.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Présidente : Pervenche Berès

Conseiller spécial de la Présidente : Édouard-François de Lencquesaing

Personnalités qualifiées : Benoît Coeuré et Didier Valet

Membres de droit : Autorité des marchés financiers, Banque de France - ACPR, Paris Europlace

Membres administrateurs : Amundi, Axa, BNP Paribas, Bredin Prat, Caisse des dépôts et consignations, Covéa, EDF, Engie, Euronext, Mazars, Morgan Stanley, Natixis-BPCE, Société Générale

En qualité de censeur : Direction générale du Trésor

Délégués généraux de l'Association : Michel Cojean et Sylvain de Forges

Trésorier de l'Association : Sylvie Miet

CONSEIL D'ORIENTATION

Présidents d'honneur

Jean-Claude Trichet, Christian Noyer

Président : François Villeroy de Galhau, *Gouverneur, Banque de France*

Marc d'Andlau, *Managing director, Goldman Sachs Paris*

Marie-Anne Barbat-Layani, *Présidente, Autorité des marchés financiers*

Pervenche Berès, *Présidente, AEFR*

Aff Chelbi, *Président, Comité des Risques, Banque internationale arabe de Tunisie*

Benoît Coeuré, *Président, Autorité de la concurrence*

Ambroise Fayolle, *Vice-Président, Banque européenne d'investissement*

Bernard Gannier, *Président, Finance Innovation*

Antoine Gosset-Grainville, *Avocat à la Cour, BDGS Associés*

Olivier Guersent, *Directeur général, COMP-Commission européenne*

Nezha Hayat, *Présidente, Autorité marocaine du marché des capitaux*

Elyès Jouini, *Professeur, Université Paris-Dauphine*

Hans-Helmut Kotz, *Senior Fellow, Leibniz Institute for Financial Research SAFE,*

Center for Financial Studies, Université de Harvard

Benoît de La Chapelle-Bizot, *Directeur des Affaires publiques, Groupe BPCE*

Eric Lombard, *Directeur général, Groupe Caisse des Dépôts*

Emmanuel Moulin, *Directeur général, Direction générale du Trésor*

Robert Ophèle, *Président, Autorité des normes comptables*

Alain Papiasse, *Chairman CIB, BNP Paribas*

Olivier Pastré, *Conseiller scientifique REF ; Professeur émérite, Paris 8*

Patricia Plas, *Directrice des Affaires publiques et des Relations institutionnelles, Axa*

Odile Renaud-Basso, *Présidente, BERD*

Rémy Rioux, *Directeur général, Agence française de développement*

Augustin de Romanet, *Président, Paris Europlace*

Jean-Luc Tavernier, *Directeur général, Insee*

Didier Valet, *Vice-Président Industrie, Institut Louis Bachelier*

Claire Waysand, *Directrice générale adjointe, Engie*

AVANT-PROPOS

BERTRAND BADRÉ*

Trente avril 2003. Il y a vingt ans le président Jacques Chirac, en préparation du sommet du G8 réuni à Évian en juin cette année-là, invitait les représentants de la société civile à l'Élysée. C'est à cette occasion qu'il lançait une réflexion sur le financement du développement et, au-delà, sur celui des biens publics mondiaux. Il a alors confié à Jean-Pierre Landau, assisté du signataire de cet avant-propos, la présidence d'un groupe de travail sur les nouvelles contributions financières internationales. Rappelons le contexte. Quelques mois plus tôt, en Afrique du Sud, Jacques Chirac s'écrie : « Notre maison brûle et nous regardons ailleurs. » Et le premier semestre 2003 est occupé par la guerre en Irak. Pourtant, le sommet du G8 aura lieu et donnera une impulsion au dialogue avec l'Afrique ou au financement de l'eau. Lorsqu'il réunit après l'été les vingt personnalités membres de ce groupe, Jacques Chirac exprime très simplement son intuition : « La mondialisation doit payer pour la mondialisation. » On peut aussi rappeler que quelques mois auparavant et malgré les tensions internationales, avait été lancé le processus qui a abouti au financement innovant et non conventionnel du GAVI, l'Alliance mondiale pour la vaccination et l'immunisation. Dans ce cas, il s'est agi d'emprunter tôt, massivement et en amont des dons à recevoir, pour financer des campagnes de vaccination de plus grande ampleur et éviter les campagnes plus modestes à répétition. Les montants sont substantiels. Ils seront remboursés au fil du temps grâce aux engagements pris par les États sur une base pluriannuelle. Si un État X s'engage à contribuer à hauteur de 500 M\$ sur cinq ans (par exemple 100 M\$/an), il devient alors possible d'emprunter la somme dès aujourd'hui (soit 500 M\$ immédiatement) et de frapper plus fort. Le groupe réuni par le pré-

9

* Associé-fondateur, Blue Like an Orange Sustainable Capital ; ancien directeur général, Banque mondiale. Contact : bertandbadre05@gmail.com.

sident Chirac a cet exemple à l'esprit. Ses travaux vont plus loin et aboutissent à la première taxation internationale, à ce qu'il est depuis convenu d'appeler « la taxe Chirac », soit une taxe sur les billets d'avion (bénéficiaires de la mondialisation) destinée à financer la recherche médicale mondiale (impactée par la mondialisation) (Landau, 2004). Ce sera la création de Unitaid. On le voit, il y a vingt ans, la créativité était à l'ordre du jour. Les États étaient en outre prêts à coopérer pour trouver ensemble des solutions innovantes à cette question faisant irruption dans le débat du financement des biens publics mondiaux, après l'adoption des objectifs de développement du millénaire. Force est de reconnaître que cet enthousiasme a depuis connu des hauts et des bas. Il faut en particulier nous remémorer l'année 2015 qui a vu l'approbation unanime par l'Assemblée générale des Nations unies des objectifs du développement durable, puis la signature des accords de Paris sur le climat. La dimension financière de ces engagements n'a pas fait la une à cette époque. L'auteur de cet avant-propos avait piloté en parallèle le rapport « *From Billion to Trillions* », qui soulignait la nécessité d'un changement d'échelle. Là où l'unité de compte traditionnelle était le milliard de dollars, il s'agissait maintenant de passer au millier de milliards de dollars si nous souhaitions être sérieux quant à la réalisation de ces objectifs collectifs et universels. En réalité, ce qui était dans les esprits à l'époque était une forme de confiance presque aveugle placée dans une main invisible qui aurait dirigé le marché dans la bonne direction. Les objectifs étant louables et approuvés par tous, ils s'imposaient. L'intendance devait suivre. Et trouver les moyens de financer nos ambitions collectives. Bien sûr, des maquettes financières et macroéconomiques ont été produites et – un peu – discutées. Les chiffrages ont été débattus. La crise financière de 2008 avait popularisé le terme « trillions ». Il devenait la nouvelle unité de compte internationale. Il en fallait quelques-uns par an pendant quinze ans et le compte était bon. Ils ont permis de souligner le gigantisme de nos ambitions et de les valoriser à propos. Mais nous ne nous sommes pas interrogés réellement à l'époque sur les outils ou les mécaniques de marché qui auraient dû nous permettre de financer nos engagements. Huit ans plus tard, nous n'y sommes pas. Et la main invisible n'a pas complètement effectué son travail. C'est pourquoi les pages qui suivent et les contributions de nos différents auteurs sont si importantes. Les défis sont connus. Ils sont immenses. Mais l'imagination a failli. Sur les outils comme sur les voies de coopération. Nous sommes de nouveau à un tournant. Le sommet réuni à Paris en juin 2023 par le président de la République, Emmanuel Macron, sur le nouveau pacte financier mondial a souligné les difficultés auxquelles nous sommes confrontés. Il n'a jamais été autant question de biens publics mondiaux pourtant.

La mondialisation tourne mal. Et le multilatéralisme souffre. La question posée à Paris était entre autres la suivante : le climat et son financement risquent-ils de se substituer aux politiques de développement traditionnel et à la lutte contre la pauvreté ? Quelle place le financement des biens publics mondiaux doit-il occuper dans les financements des institutions financières multilatérales ? Le seul discours de l'équivalence climat-pauvreté ne suffit plus. Les doutes affleurent. Les tensions, sur fond d'émergence du « Sud Global », sont fortes. Une tribune signée par treize chefs d'État a cependant rappelé en ouverture que la lutte contre le changement climatique ne doit laisser personne sur le bord du chemin (Project Syndicate, 2023). Le discours fait mouche. Il doit trouver une traduction dans les faits. Alors même que l'enthousiasme collectif est en berne.

Ce numéro de la REF se veut une contribution au débat sur le financement de la production des biens publics mondiaux et leur protection. Nous sommes aujourd'hui à un tournant. Nous avons beaucoup réfléchi, écrit et dit. Il est temps d'agir. De passer outre la double tragédie des horizons et des communs pour refaire « planète ».

1^{er} septembre 2023

11

BIBLIOGRAPHIE

BANQUE MONDIALE, FMI (Fonds monétaire international) *et al.* (2015), « From Billions to Trillions: Transforming Development Finance », Comité du développement, DC2015-0002, 2 avril.

LANDAU J. P. (2004), *Les Nouvelles contributions financières internationales*, Rapport au président de la République, Groupe de travail présidé par Jean-Pierre Landau, La Documentations française, 1^{er} septembre.

PROJECT SYNDICATE (2023), « A Green Transition that Leaves No One Behind », Tribune signée par Emmanuel Macron, Joe Biden, Mia Amor Mottley, Luiz Ignacio Lula Da Silva, Ursula von der Leyen, Charles Michel, Olaf Scholz, Fumio Kishida, William Ruto, Macky Sall, Cyril Ramaphosa, Mohamed Bin Zayed Al Nayan, Rishi Sunak, 20 juin.

R E V U E D'ÉCONOMIE FINANCIÈRE

COMITÉ DE RÉDACTION

Présidents d'honneur

Jacques Delmas-Marsalet

Hélène Ploix

**

Sylvain de Forges, *Directeur de la publication*

Olivier Pastré, *Conseiller scientifique*

Esther Jeffers, *Directrice de la Rédaction*

Patrick Artus, *Directeur de la recherche et des études, Natixis*

Raphaëlle Bellando, *Professeur, Université d'Orléans*

Kheira Benhami, *Directrice de la division études, stratégie et risques, AMF*

Pervenche Berès, *Présidente, AEFR*

Christian de Boissieu, *Professeur, Université Paris I*

Jean Boissinot, *Directeur adjoint, Direction de la Stabilité financière, Banque de France*

Arnaud de Bresson, *Chargé de mission, Paris Europlace*

Jean-Bernard Chatelain, *Professeur, Université Paris I, GdRE « Monnaie Banque et Finance »*

Jézabel Couppey-Soubeyran, *Maître de conférences, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne*

Claude Diebolt, *Directeur de recherche au CNRS, Université de Strasbourg*

Jean-Louis Fort, *Avocat à la Cour*

Olivier Garnier, *Directeur général des statistiques, des études et de l'international, Banque de France*

Ulrich Hege, *Professeur, Toulouse School of Economics (TSE)*

Pierre Jaillet, *Chercheur associé, IRIS*

Fatos Koc, *Responsable de la gestion de la dette publique, OCDE*

Isabelle Laudier, *Responsable, Institut pour la recherche, Groupe Caisse des Dépôts*

Frédéric Lobez, *Professeur, Université de Lille II, SKEMA*

Catherine Lubochinsky, *Professeur, Université Paris II – Assas*

Sylvie Matherat, *Administratrice indépendante, Senior Global Adviser, Mazars*

Jean-Paul Pollin, *Professeur, Université d'Orléans*

Philippe Trainar, *Professeur, Conservatoire national des arts et métiers (CNAM)*

Natacha Valla, *Doyenne, École du management et de l'innovation, Sciences-Po*

58 rue de Lisbonne – 75008 Paris

Site Internet : www.aefr.eu

Le financement des biens publics mondiaux

Avant-propos

BERTRAND BADRÉ

Introduction

BRUNO CABRILLAC

Biens publics mondiaux ou communs universels : un concept adapté aux défis actuels

Replacer les biens publics mondiaux dans un contexte de polycrise

CHARLOTTE GARDES-LANDOLFINI

Communs et biens publics mondiaux

GAËL GIRAUD

Sens privé, sens commun ?

JEAN-MICHEL SEVERINO

Actionnaires, responsabilité sociale des entreprises et biens publics mondiaux

CATHERINE CASAMATTA

SÉBASTIEN POUGET

La problématique de la gouvernance des biens publics mondiaux au cœur de celle de leur financement

Le problème du « destructeur clandestin » et les biens publics mondiaux

RUCHIR AGARWAL

JOHN-ARNE RÖTTINGEN

Gestion des biens publics mondiaux et nouvelles formes de multilatéralisme

JULIEN ARTHUR

FABIO GRIECO

QUENTIN PAUL

Renforcer la résilience climatique et sanitaire mondiale : le rôle de la coopération économique multilatérale

BENEDETTA GUERZONI

GIORGIA MANGANÌ

Diversité des approches de financement des biens publics mondiaux

Biens publics mondiaux et développement : l'indispensable convergence de deux écosystèmes d'acteurs du financement

SÉBASTIEN TREYER

Quelles mesures pour le financement international du développement et des biens publics mondiaux ?

THOMAS MELONIO

JEAN-DAVID NAUDET

Le financement des biens publics mondiaux par les banques multilatérales de développement

PAULINE FURNEL

JULIEN VELUD

Des taxes affectées pour financer les biens publics mondiaux : pertinence et mise en œuvre

VIANNEY DEQUIEDT

AUDREY-ANNE DE UBEDA

GRÉGOIRE ROTA-GRAZIOSI

Le climat, les océans, la stabilité financière : trois biens publics mondiaux « purs », trois approches de gouvernance et de financement

Une gouvernance mondiale pour gérer le climat en tant que bien public

MARK CARNEY

Les financements climat entre ubiquité et exigüité : enjeux politiques de leur définition

PATRICK GUILLAUMONT

SYLVIANE GUILLAUMONT JEANNENEY

Fonds climatiques : l'heure du grand ménage a sonné

PHILIPPE LE HOUÉROU

Vers une économie mondiale durable : le rôle des banques multilatérales de développement dans le financement des biens publics mondiaux

ODILE RENAUD-BASSO

La négociation de l'accord sur la biodiversité en haute mer (BBNJ) : dans la fabrique multilatérale de la gouvernance financière d'un bien commun

TANGUY STEHELIN

Océan, bien public mondial : un enjeu pour l'humanité

ROBERT CALCAGNO

La stabilité financière comme bien public mondial

HÉLÈNE REY

Stabilité financière et monétaire internationale : un bien public en quête d'un cadre de gouvernance

VERA SONGWE

Chronique d'histoire financière

Une brève histoire de la comptabilité écologique

HAROLD LEVREL

ANTOINE MISSEMER

Finance et littérature

Balzac et la tragédie des enclosures

ALAIN-GÉRARD SLAMA

Articles divers

Effets des infrastructures sur la réduction de la pauvreté dans la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale

FRANCK MONDESIR TSASSA MBOUAYILA



ISBN 978-2-37647-087-8

ISSN 0987-3368

Prix : 35,00 €



9 782376 470878